

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

FEVRIER 2017

ARST_2017_013	SOBECA TX BRANCHT ELECTRIQUE RUE JEAN MOULIN _ 03/02/2017	1-2
ARST_2014_014	FERMETURE RESTAURANT AVENUE 51_51 AVENUE ROLAND CARRAZ-19/01/17	3-4
ARST_2017_015	TX VRD DESERTOT _ 08/02/2017	5-6
ARST_2017_016	TX RENOVATION FACADES - ECHAFAUDAGE BAFFY _09/02/2017	7-8
ARST_2017_017	FORMATION INCENDIE STATIONNEMENT PARKING BOULODROME _09/03/2017	9-10
ARST_2017_018	STATIONNEMENT FORMATION INCENDIE _ 16/03/2017	11-12
ARST_2017_019	TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC ANNEE 2017 _ 17/02/2017	13-14
ARST_2017_020	PROROGATION TX HOTEL DE VILLE 15 MAI 2017 _ 17/02/2017	15-16
ARST_2017_021	POSE D'UNE NACELLE POUR TX 109 AV R. CARRAZ - VINCI FACILITIES - 20/02/2017	17-18
ARST_2017_022	DÉMÉNAGEMENT LE 2/03 AU 30 RUE E. RENAN ID'EES 21 - 22/02/2017	19-20
ARST_2017_023	TX ID VERDE ARRACHAGE ARBRE QUAI TRAM BD DES VALENDONS - 24/02/2017	21-22

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement électrique, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit du 1 rue Jean Moulin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SOBECA est autorisée à intervenir au droit du 1 rue Jean Moulin pour des travaux de branchement électrique, suivant la permission de travaux du 1^{er} février 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 13 février au 17 février 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOBECA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOBECA, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOBECA,
Police Municipale,
KEOLIS (DIVIA),
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 3 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

N° ARST_2017_014**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 123-4, R 123-27 et R 123-52,

Vu le décret modifié n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie.

Vu l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation émis par la commission intercommunale de sécurité de la communauté de l'agglomération dijonnaise le 13 avril 2011,

Vu la visite de contrôle du 16 mai 2014 effectué par un collaborateur du Service Prévention du Service Départemental d'Incendie et de Secours n'ayant pas permis de lever l'avis défavorable du fait du non respect d'une partie des prescriptions sollicitées par la commission susvisée,

Vu le rapport de la police municipale du 1er juin 2016 confirmant le non respect de partie des prescriptions attendues,

Considérant que la lettre de mise en demeure adressée le 14 novembre 2016 à Monsieur BONNARDOT exploitant de Restaurant Avenue 51 puis remise en main propre le 15 décembre 2016 est restée sans résultat,

Considérant que l'état des locaux de l'établissement susnommé compromet gravement la sécurité du public et fait obstacle à son maintien en exploitation du fait notamment de la non conformité des issues de secours et de l'absence de certificats de contrôle de l'ensemble des installations techniques,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'établissement Restaurant Avenue 51, de type N et de 5ème catégorie, sis 51 avenue Roland Carraz à 21300 CHENÔVE sera fermé au public à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant de l'établissement.

Article 2 :

La réouverture des locaux au public ne pourra intervenir qu'après une mise en conformité de l'établissement, une visite de la commission de sécurité et une autorisation d'ouverture délivrée par arrêté municipal.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire, dans les mêmes conditions de temps, l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.

Article 4 :

Monsieur le commissaire de police ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par lettre remise en main propre ou par lettre avec accusé de réception à l'exploitant. Une ampliation sera également transmise à :

- Madame la Préfète
- Monsieur le Directeur du service départemental d'incendie et de secours
- Monsieur le Directeur départemental des territoires
- Monsieur le Directeur général des services
- Monsieur le Directeur des services techniques
- Police Municipale
- Dossier
- Affichage

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 27/02/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de VRD, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies ci-après :
Rue Maxime Guillot, carrefour rue de Marsannay/rue Roger Salengro, chemin du Mail, boulevard Henri Bazin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise DESERTOT est autorisée à intervenir pour des travaux VRD sur les voies ci-après :

- Rue Maxime Guillot,
- Carrefour rue de Marsannay/rue Roger Salengro,
- Chemin du Mail,
- Boulevard Henri Bazin.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 13 février 2017 au 31 mai 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DESERTOT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DESERTOT, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DESERTOT,
Police Municipale,
KEOLIS (DIVIA),
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 8 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de rénovation de façades par l'entreprise BAFFY, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit du 26 rue Alphonse Mairet.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise BAFFY est autorisée, dans le cadre de ses travaux de rénovation de façades, à occuper le domaine public au droit du 26 rue Alphonse Mairet et à mettre en place un échafaudage (8 ml) sur le trottoir et sur une partie de la chaussée.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 31 Mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BAFFY sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BAFFY, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BAFFY,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 9 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la formation incendie qui se déroulera le jeudi 9 mars 2017 sur le parking du Boulodrome (côté Nord), il y a lieu de régler temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE

Article 1 :

Le parking du Boulodrome (côté Nord) est réservé pour le déroulement des exercices pratiques de la formation incendie du personnel de la Maison de la Petite Enfance.

Article 2 :

Le stationnement sera interdit sur le parking du Boulodrome (côte Nord) de 17h00 à 20h00. Cet espace sera fermé au public et sécurisé par la mise en place de barrières.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 9 mars 2017 de 17h00 à 20h00.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe Paysage et Espaces Publics, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
D.R.H (Nathalie Beurrier),
Maison de la Petite Enfance (coordinatrice Nadine Douillet),
Madame la directrice de l'Éducation (Isabelle Foaquet),
Police Municipale,
CTM (équipe Paysages et Espaces Publics),
SDIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la formation incendie qui se déroulera le jeudi 16 mars 2017 sur le parking de proximité (accès rue des Pétignys), il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE

Article 1 :

Le parking de proximité (accès rue des Pétignys) est réservé pour le déroulement des exercices pratiques de la formation incendie du personnel du Multi Accueil du Mail.

Article 2 :

Le stationnement sera interdit sur le parking de proximité (accès rue des Pétignys) de 17h00 à 20h00. Cet espace sera fermé au public et sécurisé par la mise en place de barrières.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 16 mars 2017 de 17h00 à 20h00.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe Paysage et Espaces Publics, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
D.R.H (Nathalie Beurrier),
Maison de la Petite Enfance (coordinatrice Nadine Douillet),
Madame la directrice de l'Éducation (Isabelle Faquet),
Police Municipale,
CTM (équipe Paysages et Espaces Publics),
SDIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers du personnel et le bon déroulement des travaux d'éclairage public pour l'année 2017, il y a lieu de réglementer des interventions de l'entreprise sur la commune.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise BOUYGUES/CITELUM (sous le contrôle de la Communauté Urbaine du Grand Dijon) est autorisée à intervenir sur l'ensemble du domaine de la voirie, en fonction des travaux à réaliser.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire jusqu'au 31 décembre 2017,

Article 3 :

Cet arrêté doit être obligatoirement affiché par l'entreprise sur les chantiers et pendant toute la durée des chantiers réalisés au cours de l'année 2017,

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES/CITELUM, sous le contrôle de la Police Municipale, et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BOUYGUES/CITELUM,
VEOLIA,
KEOLIS,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'arrêté n°402 du 26 octobre 2016,

Considérant que pour assurer le bon déroulement des travaux liés aux abords de l'Hôtel de Ville, il y a lieu de réglementer temporairement les abords de ce bâtiment public, afin d'assurer la sécurité des personnes.

ARRÊTE

Article 1 :

Les travaux de l'Hôtel de Ville sont prorogés jusqu'au 15 mai 2017.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire jusqu'au 15 mai 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Le chantier sera entièrement clos par des barrières types « HERRAS », menottées entre elles, conformément au plan d'implantation défini sur le plan au présent arrêté, cette sécurisation est réalisée par l'entreprise RPPI sous le contrôle du maître d'œuvre de l'opération.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur DESMARIS (architecte de l'opération),
DIEZE,
KEOLIS,
PROSECO (SPS),
Taxis (M. BROCCARD),
Centre Technique Municipal (P.E.P)
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic BAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de l'entreprise VINCI FACILITIES, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit du 109 avenue Roland Carraz.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise VINCI FACILITIES est autorisée, dans le cadre de ses travaux sur le toit de l'agence GMF, à occuper le domaine public au droit du 109 avenue Roland Carraz et à mettre en place une nacelle déportée. Deux places de stationnement seront neutralisées le long du trottoir et réservées pour la mise en place de cet équipement.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire les 23 et 24 février 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise VINCI FACILITIES sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise VINCI FACILITIES, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise VINCI FACILITIES,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 20 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise ID'EES 21 au 30 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE**Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient de réserver 20 ml de stationnement au droit du 30 rue Ernest Renan pour le stationnement du camion de déménagement.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 2 mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise ID'EES 21,
CTM,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 22 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux d'arrachage d'un arbre sur la quai du tramway par l'entreprise ID VERDE, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation sur le boulevard des Valendons et d'accorder une dérogation à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999 relatif à la lutte contre les nuisances sonores.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise ID VERDE est autorisée à intervenir sur le boulevard des Valendons pour des travaux d'arrachage d'un arbre sur le quai du tramway.

Le boulevard des Valendons sera interdit à la circulation sur le secteur Sud, dans le sens Ouest/Est avec mise en place d'une déviation.

Une dérogation à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999, relatif à la lutte contre les nuisances sonores, est accordée à l'entreprise ID VERDE.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 7 mars 2017 à 23 h au 8 mars 2017 à 3 h.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise ID VERDE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise ID VERDE, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise ID VERDE,
Police Municipale,
SDIS,
KEOLIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 24 février 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic BAILLARD